



Mobilisations lycéennes : les violences doivent cesser, le gouvernement doit répondre par la démocratie aux revendications

Depuis plusieurs jours, des lycéennes et des lycéens de toute la France, et plus particulièrement dans l'académie de Rennes se mobilisent pour dénoncer les conditions dans lesquelles elles et ils étudient. Manque de personnels, bâti vétuste, nombre trop important d'élèves par classe, emploi du temps intenable, violence sociale de Parcoursup... leurs revendications sont légitimes ! La jeunesse des lycées professionnels et/ou des quartiers populaires est en première ligne pour exiger de meilleures conditions d'étude, elle qui est tout particulièrement touchée par les politiques de casse sociale de Macron.

Nos organisations CFTD, CGT, CNT, FO, SNES-FSU, SNEP-FSU et SUD soutiennent ces demandes, d'autant plus qu'elles confirment l'état catastrophique de l'Éducation nationale à ce jour, comme nous l'avons souvent dénoncé.

Nos organisations dénoncent fermement les interventions violentes, sans discernement, de la police devant plusieurs établissements, qui ont parfois conduit des élèves en garde à vue. Des élèves sont aussi blessé-es. Cette violence contre la jeunesse est inacceptable, elle doit cesser ! Les élèves ont le droit de s'exprimer et de se mobiliser. On attend de l'Éducation nationale qu'elle forme des citoyennes et des citoyens dans les salles de classe, mais on les empêche ensuite d'exercer leur conscience citoyenne à l'extérieur des lycées ? Ainsi va l'École macroniste: des injonctions à l'engagement et une violence contre les mouvements de contestation des choix politiques et budgétaires. Insupportable !

Les organisations syndicales condamnent, plus largement, les violences contre les personnels et les élèves. Nous apportons aussi notre soutien aux personnels qui ont été blessés ces derniers jours. Il y a urgence à permettre l'expression lycéenne sans entrave et dans un cadre démocratique, libre et serein.

La mobilisation des jeunes appelle des réponses à la hauteur de leurs attentes. Elles ne peuvent être une répression aveugle, ni une instrumentalisation politique de la part du gouvernement qui tenterait d'échapper à sa responsabilité sur la situation

calamiteuse dans laquelle il place le service public d'éducation et les élèves depuis des années.

Aujourd'hui, l'urgence est de faire vivre la démocratie lycéenne : écouter les élèves, permettre l'exercice de leur droit d'expression, de leur droit de s'organiser, de leur droit à manifester. Il est nécessaire d'ouvrir des espaces de discussions et non de réprimer par la force ce mouvement ou l'instrumentaliser à des fins politiciennes.

Dans quelques jours, le Premier ministre va présenter son projet de budget 2027. Il porte la responsabilité d'une crise profonde dans l'Éducation nationale, dans ce contexte particulièrement lourd et grave.

Nos organisations syndicales appellent solennellement le gouvernement à répondre aux revendications des lycéen·nes et des personnels. Cela nécessite d'investir massivement dans l'École publique.

Nous appelons les personnels à se tenir aux côtés de la jeunesse mobilisée.

**Nous les appelons à se mettre en grève
et à participer au rassemblement
le mardi 6 octobre à 11h00**

Charles de Gaulle